

Jean-Luc Romero, président d'Elus Locaux Contre le Sida en déplacement en Guadeloupe du 3 au 5 décembre 2009



Communiqué de presse

**La Guadeloupe est la 2ème région la plus touchée par le VIH/sida...
le président d'ELCS réclame un investissement politique à la hauteur des défis actuels !**

La Guadeloupe est la 2ème région la plus touchée par le VIH/sida en France. La prévalence du sida y est 4 fois plus importante

qu'en métropole. Au regard de cette réalité dramatique, il appartient aux acteurs de santé d'apporter une réponse à la hauteur des défis actuels.

Selon Jean-Luc Romero, la principale des batailles à mener contre le VIH/sida en Guadeloupe - et plus largement en Outre-mer - est celle de la stigmatisation et de la discrimination. En effet le mot sida est totalement tabou. Un chiffre : 22% des séropositifs en Guadeloupe n'ont pas révélé leur statut sérologique à leur conjoint ! C'est un chiffre dramatique qui prouve bien, selon le président d'Elus Locaux Contre le Sida, le caractère totalement tabou de cette maladie. Or, on le sait, la stigmatisation et la discrimination sont des obstacles majeurs à la prévention, à la fourniture de soins, à l'accès aux traitements.

Concrètement, le président d'Elus Locaux Contre le Sida réclame de la part des pouvoirs publics un investissement beaucoup plus important qu'il ne l'est aujourd'hui. L'Etat doit jouer son rôle: Jean-Luc Romero demande donc que les moyens financiers alloués aux structures associatives et hospitalières soient beaucoup plus élevés, que le secrétariat d'Etat à l'outre-mer soit un réel coordinateur de la lutte contre le VIH/sida dans les DFA et qu'enfin, la question du VIH/sida soit abordée comme sujet à part entière lors des Etats généraux de l'Outre-mer. Au niveau local, Jean-Luc Romero réclame l'exemplarité de la part des élus locaux: aujourd'hui le sida est un sujet que les élus ne veulent clairement pas aborder. Un mot qu'ils ne veulent pas prononcer. Pourtant, les élus locaux se doivent d'être exemplaires dans ce combat pour la vie et être les premiers remparts à l'épidémie et les premiers à tendre la main aux malades.

Dans l'échec actuel de la politique de lutte contre le VIH/sida en Guadeloupe, la responsabilité de l'Etat et des élus locaux est clairement engagée. Plus que jamais, l'expression « le sida se soigne aussi par la politique » doit être une réalité en Guadeloupe.

Jeudi 3 Décembre 2009